

Déclaration FSU CDEN 2 juillet 2021 :



Nous terminons une année de nouveau marquée par la pandémie. Le ministre a brandi comme étendard le maintien de l'École avec la circulation du Covid. Certes, mais à quel prix ?

Nous voulons revenir sur les soucis ou dysfonctionnements exacerbés par la crise mais qui nuisent profondément à l'enseignement :

- un empilement de protocoles, changeant toutes les deux semaines, montrant l'absence de perspective à moyen terme du Ministère.
- des injonctions sanitaires annoncées dans les médias avant d'informer les personnels, avec des contrordres.
- un ersatz de renforcement des équipes par des contractuels, que l'on renouvelle le 30 du mois à chaque fois.
- des directrices et directeurs constamment sous pression, qui ont dû s'adapter à chaque nouvelle règle et qui ont tenu le navire à bout de bras tout au cours de cette année. Avec quels remerciements ?
- un manque criant de postes spécialisés qui ne va aller qu'en s'accroissant dans les années à venir, alors que l'école inclusive est au centre des propos du Ministre. Nos psy du Lot ne seront pas épargnés avec la vacance de 3 postes sur 8.
- le remplacement se limite désormais à éteindre la colère des parents et élus, qui sont d'ailleurs régulièrement mis au pied du mur pour organiser une garderie scolaire.

Puisqu'il y a des élus aujourd'hui, nous pouvons leur dire que l'éducation nationale s'est bien appuyée sur leurs personnels pour permettre l'accueil dans les écoles : combien de garderies improvisées pour palier le manque de remplaçants ? Et nous pensons tristement que ce n'est qu'un début...

Dans les PIAL que vous allez nous présenter, on verra combien les mots recouvrent des réalités floues. Le terme de mission devient d'ailleurs récurrent ces derniers temps pour

ajouter du travail aux personnels sans octroyer d'indemnité ou de temps. Vous parlez, M. le DASEN, d'enseignants référents volontaires pour servir de coordonnateurs des PIAL, mais en fait cela est conditionné au fait d'agrandir ou non leur secteur de référence. On dit qu'ils coordonnent, que les chefs d'établissements pilotent, mais ces actions sont tellement floues que personne ne peut arbitrer les missions de chacun. Du coup, on a fait une mission d'AESH référent, avec 5 heures de décharge de temps. Et les élèves dans tout ça ? Ils partageront l'AESH avec 2 ou 3 autres élèves, sous le joli mot d'AESH mutualisé-e, c'est mieux qu'AESH partagé-e, où l'on devine que chacun y perd en accompagnement...

Ensuite, comment ne pas aborder le mouvement des personnels en cette fin d'année ? Suite à la loi de transformation, pardon, destruction de la fonction publique, nous tenons à redire tout ce que nous perdons avec cette nouvelle façon de fonctionner : par exemple le travail indispensable selon nous sur la circulaire du mouvement qui permet de produire ensemble un document pertinent et au plus prêt des questionnements des collègues. Cette année des collègues n'ont pas pu bénéficier de bonifications par manque d'information. Pour nous c'est profondément regrettable.

Enfin pour la **FSU**, le Grenelle de l'éducation dont se vante le ministre est un leurre. Alors qu'il a salué leur engagement pendant la crise, le Ministre n'a annoncé aucune revalorisation globale pour tous les personnels. Il laisse volontairement planer le doute sur d'autres revalorisations conditionnées à de nouvelles missions à définir. D'autres annonces présagent quant à elles des "transformations profondes et inquiétantes du système éducatif". La **FSU** rappelle donc "sa demande d'une revalorisation qui concerne l'ensemble des personnels, titulaires et contractuels". Elle continue en outre d'exiger une autre politique d'Éducation avec un véritable plan d'urgence pour l'école et la rentrée 2021.

Ce CDEN ne prévoit ni de faire le bilan sur cette année encore difficile passée sous covid, ni de faire le point sur la préparation de rentrée **dans le second degré**. Et pourtant passer sous silence les conséquences de la crise sanitaire n'aidera en rien à remédier les difficultés qui se sont accumulées. Nous continuons à dire que les moyens alloués ne sont pas suffisants après 15 mois pédagogiquement perturbés qui ont creusé des ruptures profondes dans les apprentissages de nombreux élèves. Beaucoup d'établissements se

sont mobilisés depuis le mois de janvier pour vous interpellier, vous et M. le Recteur, sur les conditions de travail et d'étude qui seront proposées à la rentrée à nos collègues et à nos élèves, ainsi que sur les conséquences des restrictions de moyens en termes d'offre de formation. Mais ils n'ont pas été entendus. A la cité scolaire de Gourdon par exemple, qui demandait des heures pour ne pas procéder à la fusion incompréhensible des filières métiers de la mode et commerce, il n'a été accordé que 4h30. Des regroupements tout aussi contestables pédagogiquement sont proposés entre des EDS en 1^{ère} et en Tle pour gagner quelques heures sur la DGH (NSI et SI à Champollion par exemple), comme s'il était possible de faire les 2 programmes en même temps ! En LP, regroupements pédagogiques aussi entre deux niveaux avec, de surcroît, un public mixé.

Les options sont menacées, en particulier le latin : le poste de lettres classiques a été supprimé au lycée Champollion de Figeac, le chef d'établissement de Gourdon cherche à réduire le nombre de 60 élèves volontaires au collège pour pouvoir supprimer des groupes ... Les heures d'occitan continuent de baisser, malgré la signature de la convention avec la Région. Les horaires cadres de l'EPS ne sont pas respectés.

Au collège Gambetta vous prévoyez pour le niveau 5^{ème} des classes à effectifs pléthoriques, de 29 à 30 élèves par classe, alors que vous avez été alerté sur les difficultés de ces élèves en 6^{ème}, à l'intégration massive d'élève d'ULIS, de l'UPEAA (les collègues auront sans doute à accueillir de nouveaux immigrants compte tenu de la crise migratoire) et d'autres de l'IME. Quel cocktail explosif préparez-vous alors que des parents font déjà le choix d'inscrire leurs enfants dans le privé ? Pourquoi hésitez-vous à annoncer l'ouverture d'une classe si nécessaire et contraignez l'équipe éducative à rester dans le flou et le stress en cette fin d'année qui a été si difficile?

Les documents remis en CTA le 28 juin semblent aussi confirmer que le ministère n'a toujours pas pris la mesure des besoins et l'urgence d'y répondre, puisque pour s'inscrire dans un cadre budgétaire contraint "il est décidé de reconduire à l'identique le budget académique d'emplois des AED", alors que nous allons accueillir plus d'élèves dans l'académie. Pour le Lot cela veut dire concrètement la suppression de 2 postes d'AED (ETP), même si la crise sanitaire a montré au contraire la nécessité de renforcer l'encadrement des élèves ! Savez-vous déjà quels établissements vont voir leur dotation baisser ?

La liste des postes d'enseignants à compléments de service qui s'allonge est également un bon exemple de ce que donne la baisse des moyens sur le département et notamment la suppression de 14 ETP.

Il y a les conséquences directes sur les conditions de travail et de vie des personnels qui se trouvent très dégradées : par exemple un poste à cs sur 3 établissements en espagnol Gramat-Bretenoux-lycée Monnerville à Cahors ou sur 2 établissements très éloignés en anglais comme les collèges de Luzech et Figeac ! La traversée du Lot en voiture peut être un plaisir pour les touristes, mais plusieurs fois par semaine, été comme hiver, quand il faut faire vite pour arriver à l'heure dans le 2^e établissement, c'est le risque d'épuisement et le risque routier qui prédominent. Des annonces dans les établissements sont faites actuellement : les BMP de moins de 10h peuvent être distribuée à deux personnes. Comment créer des emplois du temps dans de telles conditions ? Faut-il rappeler que les statuts des enseignants sont basés sur des maximas de service : MAXIMA. Ça veut dire qu'il n'est pas indécent de laisser une personne en sous service d'une heure 20. Et laisser cette personne s'investir dans son établissement en tant que professeur principal ou autre. Car il y a aussi les conséquences sur les élèves : un professeur sur la route n'est ni en train de corriger ses copies, ni en train de préparer ses cours, ni dans l'établissement pour participer aux réflexions et projets des équipes pédagogiques.

La FSU continuera de dénoncer une rentrée dans des conditions intenable : la nécessité d'un collectif budgétaire ne fait aucun doute si le gouvernement entend vraiment faire de la jeunesse sa priorité !

Pour finir la FSU ne peut que rappeler, par le biais de cette déclaration, que la liberté syndicale consiste à pouvoir critiquer la gestion des personnels par l'employeur et que nous sommes solidaires de tout militant syndical sanctionné pour des prises de parole, tant qu'elles restent respectueuses des personnes. Comme nous avons soutenu Alain Rey, nous soutiendrons Laurent Laval.